

Le crédit d'impôt remplacement congés

Pour financer votre remplacement durant vos congés, vous pouvez prétendre à un crédit d'impôt. Nous vous présentons ci-après les conditions et les modalités pour en bénéficier.





Quelles sont les dépenses visées ?



- Sont visées par le crédit d'impôt les dépenses de personnel engagées par les exploitants agricoles (contribuables, personnes physiques), imposés au titre des bénéfices agricoles, dans le cadre de leur remplacement pour congés, entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2024 (article 200 undecies du Code général des impôts).



Quelles sont les conditions à remplir?



L'activité exercée par le contribuable doit requérir **sa présence sur l'exploitation chaque jour de l'année**. Cette condition est réputée remplie :

- lorsque l'exploitant exerce une activité d'élevage qui nécessite des travaux, des soins ou de la surveillance quotidiennement ;
- ou pour les exploitants exerçant une activité autre que celle ci-dessus, s'ils fournissent un calendrier des travaux de leurs différentes productions montrant que celles-ci nécessitent leur présence tous les jours de l'année.

Le remplacement ne doit pas être pris en charge au titre d'une autre législation.



Quelles sont les conditions à remplir ?



La mesure est également ouverte aux associés (contribuables, personnes physiques non salariées) de sociétés ou de groupements, au sein desquels ils exercent effectivement et régulièrement une activité agricole.

Celle-ci doit requérir leur présence sur l'exploitation chaque jour de l'année. En outre, leur remplacement ne doit pas être assuré par une personne ayant la qualité d'associé de la société ou du groupement.

Le bénéfice du crédit d'impôt au titre des dépenses engagées entre le 1er janvier 2011 et le 31 décembre 2024 est subordonné au respect du régime des aides « de minimis » dans le secteur de la production des produits agricoles (règlement CE n° 1535/2007 de la Commission européenne, du 20 décembre 2007, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE).



Quels est le montant de l'aide ?



L'aide prend la forme d'un crédit d'impôt sur le revenu égal à 50 % des dépenses engagées dans la limite de 14 jours par an.

Pour les GAEC, le plafond du crédit d'impôt est multiplié par le nombre d'associés, dans la limite de 4. Le crédit d'impôt est ensuite réparti entre chaque associé à proportion des droits qu'ils détiennent chacun dans la société ou le groupement. S'il excède l'impôt dû, l'excédent est restitué.

Le coût de la journée de remplacement est plafonné à 42 fois le minimum garanti horaire. Ce dernier est celui en vigueur au 31 décembre de l'année au titre de laquelle le crédit d'impôt est calculé.

A compter du 1er janvier 2022, le crédit d'impôt est également ouvert aux remplacements pour congés maladie et accident du travail. Le taux est alors de 60 %.



Quels sont les justificatifs à fournir ?



Les exploitants imposés selon le régime du réel doivent joindre à leur déclaration annuelle de résultat une déclaration spéciale selon un modèle établi par l'administration.

Les exploitants imposés selon le régime du forfait doivent joindre cette déclaration spéciale à leur déclaration de revenus de l'année au titre de laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé.

La déclaration spéciale (Cerfa n° 2079-RTA-SD) est téléchargeable sur : www.impots.gouv.fr.

La facture du Service de Remplacement doit être jointe à la déclaration spéciale.

Le congé de maternité des agricultrices

Lors de votre congé de maternité, votre remplacement sur votre exploitation est financé intégralement par une allocation versée par la MSA. Nous vous présentons ci-après les conditions et les modalités pour en bénéficier.





Qui peut en bénéficier ?



- Cheffe d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- Membre non salariée d'une société agricole (GAEC, EARL, sociétés civiles) ;
- Aide familiale ou associée d'exploitation ;
- Collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole (conjointe, partenaire liée par un PACS ou concubine).



Quelles sont les conditions à remplir ?



- Participer, à temps plein ou à temps partiel, aux travaux de l'exploitation ou de l'entreprise agricole au titre de laquelle vous êtes affilié(e) à l'assurance maladie, invalidité et maternité des personnes non salarié(e)s. Les travaux concernant la tenue du ménage familial sont exclus.
- Relever de l'Amexa depuis au moins dix mois avant la date présumée de l'accouchement.
- Pour les personnes affiliées depuis moins de dix mois à l'Amexa, les périodes d'affiliation antérieures, au titre d'une activité professionnelle ou assimilée relevant d'un ou plusieurs autres régimes pourront être prises en compte pour l'appréciation de cette condition.
- Cesser tout travail sur l'exploitation ou dans l'entreprise agricole pendant la durée du congé maternité.



Quels sont vos droits ?



UN CONGÉ DE MATERNITÉ D'UNE DURÉE DE 16 SEMAINES POUR LA NAISSANCE D'UN ENFANT, PORTÉ À :

- **26 SEMAINES POUR UNE NAISSANCE SIMPLE PORTANT À 3 LE NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE ;**
- **34 SEMAINES POUR LA NAISSANCE DE JUMEAUX QUEL QUE SOIT LE NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE ;**
- **46 SEMAINES POUR LA NAISSANCE DE TRIPLÉS QUEL QUE SOIT LE NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE.**

VOUS AVEZ ÉGALEMENT DROIT À 2 SEMAINES EN CAS DE GROSSESSE PATHOLOGIQUE.

Pour en bénéficier, vous devez vous faire remplacer sur votre exploitation ou entreprise agricole pendant une durée minimale de 8 semaines.

Les durées minimales et maximales, ainsi que les périodes de remplacement sont détaillées dans le tableau ci-après.



Quelles sont les durées de remplacement ?



Congés de naissance	Durée d'attribution	Période de remplacement sans report	Période de remplacement avec report maximum
Congé normal	8 semaines minimum 16 semaines maximum	De 6 semaines avant la date prévue de l'accouchement à 10 semaines après celui-ci	3 semaines de congé prénatal 13 semaines de congé postnatal
Congés supplémentaires			
Grossesse pathologique	2 semaines maximum	De la constatation médicale de la grossesse jusqu'à la date d'accouchement	
Naissance simple portant à 3 le nombre d'enfants à charge	26 semaines maximum	De 8 ou 10 semaines avant la date prévue de l'accouchement à 18 ou 16 semaines après celui-ci	5 semaines de congé prénatal 21 semaines de congé postnatal
Naissances multiples quel que soit le nombre d'enfants à charge :			
Jumeaux	34 semaines maximum	De 12 ou 16 semaines avant la date prévue de l'accouchement à 22 ou 18 semaines après celui-ci	9 semaines de congé prénatal 25 semaines de congé postnatal
Triplés	46 semaines maximum	De 24 semaines avant la date prévue de l'accouchement à 22 semaines après celui-ci	21 semaines de congé prénatal 25 semaines de congé postnatal



Comment demander l'allocation de remplacement ?



La demande doit être faite auprès de la MSA à l'aide de l'imprimé Cerfa téléchargeable sur : www.servicederemplacement.fr ou sur www.msa.fr

Elle doit être retournée à la MSA complétée au moins **30 jours avant la date présumée d'accouchement** (sauf si un cas de force majeure vous en empêche).

Ce délai de 30 jours n'est pas obligatoire pour les deux semaines supplémentaires en cas d'état pathologique lié à la grossesse. Dans ce cas, vous devez adresser à votre MSA l'avis d'arrêt de travail prescrit par votre médecin ou à défaut l'avis de repos supplémentaire maternité des agricultrices accompagné de la demande d'allocation de remplacement maternité-repos supplémentaire.

Après étude, votre demande sera immédiatement transmise par la MSA à votre Service de Remplacement qui vous indiquera alors dans les 15 jours suivants ses modalités d'intervention.

Le congé de paternité des agriculteurs

Lors de votre congé de paternité, votre remplacement sur votre exploitation est financé par une allocation versée par la MSA. Nous vous présentons ci-après les conditions et les modalités pour en bénéficier.





Qui peut en bénéficier ?



- Chef d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- Membre non salarié d'une société agricole (GAEC, EARL, sociétés civiles) ;
- Aide familial ou associé d'exploitation ;
- Collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole (conjoint, partenaire lié par un PACS ou concubin).

Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant bénéficie au père. Il est également ouvert à la personne vivant maritalement avec la mère indépendamment de son lien de filiation avec l'enfant.



Quelles sont les conditions à remplir ?



- Participer, à temps plein ou à temps partiel, aux travaux de l'exploitation ou de l'entreprise agricole au titre de laquelle vous êtes affilié à l'assurance maladie, invalidité et maternité des personnes non salariés. Les travaux concernant la tenue du ménage familial sont exclus.
- Relever de l'Amexa depuis au moins dix mois avant la date de naissance.
- Pour les personnes affiliées depuis moins de dix mois à l'Amexa, les périodes d'affiliation antérieures, au titre d'une activité professionnelle ou assimilée relevant d'un ou plusieurs autres régimes pourront être prises en compte pour l'appréciation de cette condition.
- Cesser tout travail sur l'exploitation ou dans l'entreprise agricole pendant la durée du congé paternité.



Quelles sont les conditions à remplir ?



JUSTIFIER QUE VOUS ETES LE PERE DE L'ENFANT :

- En produisant la copie intégrale de l'acte de naissance de l'enfant, la copie du livret de famille ou, le cas échéant, de l'acte de reconnaissance de l'enfant.
- Ou si vous êtes la personne qui vit avec la mère de l'enfant (conjoint, personne liée à la mère par un PACS, personne vivant maritalement avec la mère de l'enfant), en produisant : l'acte de naissance, l'extrait d'acte de mariage ou la copie du pacte civil de solidarité ou le certificat de vie commune ou de concubinage de moins d'un an ou, à défaut, une attestation sur l'honneur de vie maritale cosignée par la mère de l'enfant.



Quels sont vos droits ?



UN CONGÉ DE PATERNITÉ ET D'ACCUEIL DE L'ENFANT D'UNE DURÉE DE 25 JOURS POUR LA NAISSANCE D'UN ENFANT ET DE 32 JOURS EN CAS DE NAISSANCES MULTIPLES.

Pour en bénéficier, vous devez vous faire remplacer obligatoirement pendant une durée minimale de **7 jours consécutifs immédiatement à compter de la date prévisionnelle de la naissance de l'enfant**. Vous avez droit à un remplacement sur votre exploitation de 25 jours, portés à 32 jours en cas de naissances multiples. Cette durée est fractionnable en trois périodes d'au moins 5 jours calendaires chacune, à prendre dans les 6 mois suivants la naissance de l'enfant.

EN CAS D'HOSPITALISATION IMMEDIATE DU NOUVEAU-NE APRES LA NAISSANCE :

Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant d'une durée de 25 jours (ou 32 en cas de naissances multiples) est augmenté d'une durée maximale de 30 jours consécutifs.



Comment demander l'allocation de remplacement ?



La demande doit être faite auprès de la MSA à l'aide de l'imprimé Cerfa téléchargeable sur : www.servicederemplacement.fr ou sur www.msa.fr

Elle doit être retournée à la MSA complétée dans un délai d'un mois avant la date de naissance de l'enfant (sauf si un cas de force majeure vous en empêche).

Après étude, votre demande sera immédiatement transmise par la MSA à votre Service de Remplacement qui vous indiquera alors dans les 15 jours suivants ses modalités d'intervention.

Le délai d'un mois n'a pas être respecté en cas d'hospitalisation immédiate du nouveau-né après la naissance. Dans ce cas, vous devez transmettre, avec l'imprimé Cerfa, un bulletin justifiant l'hospitalisation de l'enfant dans une unité de soins spécialisés (arrêté du 24 juin 2019 fixant les unités de soins spécialisés visées par l'article L.1225-35 du code du travail pour l'attribution du congé de paternité en cas d'hospitalisation immédiate de l'enfant).

Le congé d'adoption

Lors de l'adoption d'un enfant, votre remplacement sur votre exploitation est financé intégralement par une allocation versée par la MSA. Nous vous présentons ci-après les conditions et les modalités pour en bénéficier.





Qui peut en bénéficier ?



- Chef(fe) d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- Membre non salarié(e) d'une société agricole (GAEC, EARL, sociétés civiles) ;
- Aide familial(e) ou associée d'exploitation ;
- Collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole (conjoint(e), partenaire lié(e) par un PACS ou concubin(e)).



Quelles sont les conditions à remplir ?



- Participer, à temps plein ou à temps partiel, aux travaux de l'exploitation ou de l'entreprise agricole au titre de laquelle vous êtes affilié(e) à l'assurance maladie, invalidité et maternité des personnes non salarié(e)s. Les travaux concernant la tenue du ménage familial sont exclus.
- Relever de l'Amexa depuis au moins dix mois avant la date d'arrivée de l'enfant.
- Pour les personnes affiliées depuis moins de dix mois à l'Amexa, les périodes d'affiliation antérieures, au titre d'une activité professionnelle ou assimilée relevant d'un ou plusieurs autres régimes pourront être prises en compte pour l'appréciation de cette condition.
- Cesser tout travail sur l'exploitation ou dans l'entreprise agricole pendant la durée du congé d'adoption.



Quels sont vos droits ?



UN CONGÉ D'ADOPTION D'UNE DURÉE DE 16 SEMAINES POUR L'ADOPTION D'UN ENFANT, PORTÉ À :

- **18 SEMAINES POUR L'ADOPTION D'UN ENFANT PORTANT À 3 LE NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE ;**
- **22 SEMAINES POUR L'ADOPTION DE DEUX ENFANTS OU PLUS QUEL QUE SOIT LE NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE.**

LE CONGÉ D'ADOPTION EST PRIS PAR LE PARENT ADOPTANT OU PEUT ÊTRE REPARTI LORSQU'IL Y A DEUX PARENTS ADOPTANTS. DANS CE CAS, LA DURÉE DU CONGÉ D'ADOPTION EST AUGMENTÉE DE 25 JOURS.

Le congé d'adoption débute soit le jour de l'arrivée de l'enfant dans votre foyer, soit dans les sept jours qui précèdent la date prévue de cette arrivée.

Pour en bénéficier, vous devez vous faire remplacer sur votre exploitation ou entreprise agricole pendant la durée du congé d'adoption.

Les durées sont détaillées dans le tableau ci-après.



Quelles sont les durées de remplacement ?



Nombre d'enfants adoptés	Nombre d'enfants déjà à charge	Durée du congé pris par un parent	Durée du congé réparti entre deux parents (couple)
1	0 ou 1	16 semaines	16 semaines + 25 jours
1	2 ou plus	18 semaines	18 semaines + 25 jours
2 ou plus	-	22 semaines	22 semaines + 25 jours



Comment demander l'allocation de remplacement ?



La demande doit être faite auprès de la MSA à l'aide de l'imprimé Cerfa téléchargeable sur : www.servicederemplacement.fr ou sur www.msa.fr

Elle doit être retournée à la MSA complétée au moins 30 jours avant la date d'arrivée de l'enfant dans votre foyer.

Après étude, votre demande sera immédiatement transmise par la MSA à votre Service de Remplacement qui vous indiquera alors dans les 15 jours suivants ses modalités d'intervention.



Quel est le montant de l'allocation de remplacement ?



Il est égal au coût de votre remplacement, hors contributions sociales (CSG/CRDS) qui restent à votre charge. L'allocation est versée directement au Service de Remplacement.



Vous désirez des informations complémentaires :

- ▶ consultez le site www.msa.fr
- ▶ consultez votre MSA
- ▶ consultez le site www.servicederemplacement.fr
- ▶ consultez le service de remplacement de département



Vous désirez des informations complémentaires :

- ▶ consultez le site www.msa.fr
- ▶ consultez votre MSA
- ▶ consultez le site www.servicederemplacement.fr
- ▶ consultez le service de remplacement de département

L'aide CASDAR pour la formation Et le crédit d'impôt formation





Quand bénéficiaire de l'aide CASDAR ?



Lorsque vous suivez une formation dont le thème entre dans l'une des neufs thématiques de la politique nationale de développement agricole et rural (cf. liste ci-dessous), vous pouvez bénéficier sous conditions d'une prise en charge partielle du coût de votre remplacement, avec le concours de la subvention « CASDAR » du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Quelles sont les thématiques éligibles ?



Les neuf thématiques prioritaires du programme national de développement agricole et rural financé par le CASDAR pour la période 2022-2027 :

- 1 Chaînes de valeur valorisant des modes de production agroécologiques
- 2 Renouvellement des générations, qualité de vie au travail
- 3 Réduction des émissions de gaz à effet de serre et stockage du carbone
- 4 Autonomie protéique et azotée
- 5 Agrobiodiversité
- 6 Accompagnement des systèmes de production face aux aléas et au changement climatique
- 7 Gestion intégrée de la santé animale et végétale
- 8 Bien-être animal
- 9 Levier du numérique



Comment bénéficiaire du crédit d'impôt formation ?



Tout chef d'entreprise imposée au régime du bénéfice réel peut bénéficier d'un crédit d'impôt lorsqu'il participe à des actions de formation professionnelle (Loi du 2 août 2005 en faveur des PME).

Bénéficiaires : Exploitants individuels, gérants, présidents, administrateurs, directeurs généraux et membres du directoire des entreprises individuelles, des sociétés de personnes et des sociétés commerciales. Les associés de ces sociétés sont concernés par le dispositif.

Aide : Le montant du crédit déductible des impôts correspond au total des heures passées en formation, au titre d'une année civile, multiplié par le taux horaire du SMIC dans la limite de 40 heures par année civile et par entreprise. Les agriculteurs regroupés en GAEC bénéficient chacun d'un crédit de 40 heures.

Le crédit d'impôt s'impute sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise si celle-ci est soumise à l'impôt sur les sociétés, sinon sur l'impôt sur le revenu des associés. Pour les exploitations individuelles, le crédit d'impôt est imputé sur l'impôt sur le revenu du contribuable.

Dans tous les cas, si le crédit d'impôt est supérieur au montant de l'impôt dû, l'excédent est restitué.



Comment bénéficier du crédit d'impôt formation ?



Démarche et justificatifs : Pour bénéficier du crédit d'impôt, lors de sa déclaration d'impôt, le bénéficiaire doit renseigner la déclaration spéciale (Cerfa n° 12635*01, téléchargeable sur www.impots.gouv.fr) et reporter le montant du crédit d'impôt sur l'imprimé de la déclaration. Celle-ci doit être déposée auprès du comptable de la direction générale des impôts.

L'aide CASDAR pour le développement agricole et rural

Du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation





Quand bénéficiaire de l'aide CASDAR ?



Lorsque vous participez à une réunion ou si vous vous investissez dans un projet dont le thème entre dans l'une des neuf thématiques de la politique nationale de développement agricole et rural (cf. ci-dessous), vous pouvez bénéficier sous conditions d'une prise en charge partielle du coût de votre remplacement, avec le concours de la subvention « CASDAR » du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

Avec
la contribution
financière du compte
d'affectation spéciale
développement
agricole et rural
CASDAR



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Quelles sont les thématiques éligibles ?



Les neuf thématiques prioritaires du programme national de développement agricole et rural financé par le CASDAR pour la période 2022-2027 :

- 1 Chaînes de valeur valorisant des modes de production agroécologiques
- 2 Renouvellement des générations, qualité de vie au travail
- 3 Réduction des émissions de gaz à effet de serre et stockage du carbone
- 4 Autonomie protéique et azotée
- 5 Agrobiodiversité
- 6 Accompagnement des systèmes de production face aux aléas et au changement climatique
- 7 Gestion intégrée de la santé animale et végétale
- 8 Bien-être animal
- 9 Levier du numérique

Le congé de deuil d'un enfant

En cas de décès d'un enfant ou d'une personne à charge de moins de 25 ans, vous avez droit à un congé de deuil. Durant celui-ci, votre remplacement sur votre exploitation est financé par une allocation versée par la MSA.





Qui peut en bénéficier ?



- Chef(fe) d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- Membre non salarié(e) d'une société agricole (GAEC, EARL, sociétés civiles) ;
- Aide familial(e) ou associée d'exploitation ;
- Collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole (conjoint(e), partenaire lié(e) par un PACS ou concubin(e)).



Quels sont vos droits ?



UN CONGÉ D'UNE DURÉE DE 15 JOURS PAR PARENT :

- FRACTIONNABLE EN 3 PÉRIODES D'UNE DURÉE MINIMALE DE 1 JOUR CHACUNE ;
- A PRENDRE DANS UN DÉLAI DE 1 AN À COMPTER DU DÉCÈS DE L'ENFANT.



Comment demander l'allocation de remplacement ?



La demande doit être faite auprès de la MSA.

Après étude, votre demande sera immédiatement transmise par la MSA à votre Service de Remplacement qui vous indiquera alors ses modalités d'intervention.



Quel est le montant de l'allocation de remplacement ?



Il est égal au coût de votre remplacement, hors contributions sociales (CSG/CRDS) qui restent à votre charge. L'allocation est versée directement au Service de Remplacement.